



EN BREF

NOS ACTIVITES

Les migrantes qui exercent le métier du sexe sont exposées à un risque accru de VIH/sida. De par leur activité, elles sont en effet plus susceptibles de contracter le VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST). A cela s'ajoutent des barrières linguistiques et culturelles qui rendent plus difficile la compréhension des messages de la prévention, dont la mise en œuvre est par ailleurs entravée par des conditions de séjour et de travail précaires.

L'Aide Suisse contre le Sida s'investit en faveur des travailleuses du sexe depuis 1992. Son engagement a pour but d'améliorer la santé des migrantes travaillant dans le commerce du sexe, en agissant à la fois sur le comportement des femmes en matière de protection et sur les conditions régnant dans le milieu du sexe tarifé.

L'Aide Suisse contre le Sida coordonne deux programmes nationaux à cet effet. Il s'agit d'une part d'**APiS**, qui est axé sur la prévention du sida auprès des migrantes exerçant le métier du sexe, et d'autre part de **Don Juan**, un programme de prévention du sida auprès des clients. L'association pratique en outre le **lobbying**, défendant les intérêts des travailleuses du sexe auprès des autorités et des médias.

L'ANNEE 2010

APiS – prévention du sida dans le commerce du sexe – La pression de la concurrence s'est encore accrue en 2010 parmi les travailleuses du sexe. Des travailleuses du sexe semi-professionnelles, également en provenance de l'Europe, ont déferlé sur le marché. Vu la concurrence et la pression des prix, les femmes ont eu de la peine à imposer le sexe à moindre risque. Les rapports oraux en particulier sont constamment demandés sans préservatif. Les connaissances des travailleuses du sexe relatives aux infections sexuellement transmissibles (IST) sont rudimentaires, surtout chez celles qui débutent dans le métier. Les nouvelles dispositions légales en vigueur dans certains cantons ajoutent encore à l'insécurité. En maints endroits, le durcissement des lois pousse les travailleuses du sexe dans l'illégalité, ce qui a aussi pour effet de rendre l'accès à des offres comme APiS plus compliqué. Néanmoins, les quelque 40 médiatrices APiS ont réussi à établir environ 28'000 contacts. Elles ont donné des explications sur le VIH, les IST et le sexe à moindre risque et ont distribué des préservatifs et du matériel d'information. Leurs interventions sont toujours très sollicitées et appréciées, y compris de la plupart des propriétaires d'établissements.

Don Juan – prévention du sida auprès des consommateurs de sexe tarifé – La vingtaine d'éducateurs et éducatrices Don Juan a comptabilisé en 2010 111 interventions sur tout le territoire national, établissant 4'515 contacts avec des clients. Le portail en ligne www.don-juan.ch a été doté en 2010 d'une nouvelle page d'accueil, susceptible de sensibiliser davantage les clients aux IST. Le site a enregistré quelque 144'000 visites et les deux conseillers en ligne Don Juan ont répondu à 134 demandes. Parmi celles-ci, un bon nombre évoquait des rapports oraux non protégés; il en ressortait également une grande insécurité à propos des IST.

Lobbying – activité politique et relations publiques. Les responsables des programmes dans les régions se sont investis pour participer à l'élaboration de nouvelles lois sur la prostitution afin de défendre les droits et les intérêts des travailleuses du sexe. Ils ont également poursuivi leur travail de relations publiques (présence dans les médias, conférences) et de mise en réseau (autres organisations, autorités). L'Aide Suisse contre le Sida a formulé une prise de position sur les lois sur la prostitution et mandaté un rapport sur les standards minimaux dans le commerce du sexe qui fait le point de la situation et examine d'éventuelles mesures pour l'avenir.

LE COMMERCE DU SEXE EN SUISSE

CHIFFRES

Selon les estimations actuelles, 13'000 à 20'000 femmes en Suisse s'adonnent à la prostitution. Quelque 350'000 hommes en Suisse font appel au moins une fois par année aux services d'une prostituée, soit près d'un homme sur cinq ayant entre 20 et 65 ans. Pour la Suisse entière, on estime le chiffre d'affaires annuel de la prostitution à environ 3,5 milliards de francs.

ASPECT JURIDIQUE

La prostitution est légale en Suisse depuis 1942, ou plutôt elle n'est pas interdite. C'est une activité lucrative tolérée*. Sont punissables partout en Suisse l'encouragement à la prostitution, l'exploitation de l'activité sexuelle, l'exercice illicite de la prostitution et la traite d'êtres humains à des fins de prostitution. Les cantons et communes peuvent toutefois réglementer aussi la prostitution au plan régional. Ainsi, les cantons du Tessin, de Genève, Vaud, Fribourg, Neuchâtel et Jura ont édicté ces dernières années des lois spécifiques sur la prostitution. Berne, Bâle-Ville et Zurich prévoient également de le faire.

*Depuis le 1^{er} juin 2007 et conformément à l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Union européenne, les ressortissants d'un Etat de l'UE-17/AELE (Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède) peuvent exercer une activité indépendante en Suisse sans autorisation si la durée du séjour n'excède pas trois mois. Les ressortissants d'un Etat de l'UE-25/AELE soumis à une réglementation transitoire (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie) ont besoin pour cela d'un permis de séjour et de travail sous la forme d'un livret B.

PROBLEMES POUR LES TRAVAILLEUSES DU SEXE ETRANGERES

- Forte concurrence
- Absence de connaissances linguistiques
- Chute des prix suite à la pression de la concurrence
- Demande en hausse pour des rapports sans préservatif
- Situation d'exploitation et de dépendance : loyers élevés, mauvaises conditions de logement, contrainte à la consommation d'alcool, dépendance vis-à-vis de proxénètes, d'intermédiaires et de rabatteurs
- Absence de services de santé et de consultation à bas seuil
- Pas d'accès ou accès restreint à des informations sanitaires et juridiques
- Séjour illégal, d'où risque d'être victime d'exploitation et de violence

NOS ACTIVITES

PROGRAMMES

APiS – PREVENTION DU SIDA DANS LE COMMERCE DU SEXE

Objectifs

1. Promouvoir la santé des travailleuses du sexe quant au VIH/sida et aux IST. Nos objectifs :
 - Les travailleuses du sexe connaissent les risques en matière de VIH/sida et d'autres infections sexuellement transmissibles.
 - Elles sont en mesure d'appliquer des mesures de protection – en particulier le sexe à moindre risque.
 - Elles disposent d'informations de base dans le domaine médical et juridique.
 - Elles savent à quels professionnels s'adresser pour des questions de santé ou des préoccupations d'ordre psychosocial et juridique.
 - Elles ont un certain pouvoir de décision sur leur situation de vie.
2. Améliorer les conditions de vie et de travail des travailleuses du sexe étrangères. Nos objectifs :
 - Le public et les décideurs politiques sont au courant des conditions de vie et de travail des travailleuses du sexe étrangères.
 - Le commerce du sexe n'est plus tabou.
 - Les professionnels de la prévention participent à l'élaboration de nouvelles législations concernant les travailleuses du sexe étrangères.

« Ungeschützter
Oralsex ist die
Norm. »

Birgitte Snefstrup
Antenne sida, Lucerne

« Frauen aus
dem Osten haben
es wegen
der negativen
Presse doppelt
so schwer, die
Preise halten zu
können. »

Jacqueline Suter
Xenia, Berne

« Die Arbeit von
APiS wird auch
von Etablis-
samentbesitzern
geschätzt. »

Iren Eichenberger
Antenne sida TG/SH

Une prévention en place depuis 1992

Depuis 1992, l'Aide Suisse contre le Sida propose une offre de prévention dénommée APiS (*Aids-prävention im Sexgewerbe* – prévention du sida dans le commerce du sexe) sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Fondé sur le concept de l'autonomisation (*empowerment*), ce programme a pour objectif de maintenir et d'améliorer le niveau de santé des travailleuses migrantes du sexe en recourant à la prévention comportementale. Il tente par ailleurs de faire progresser les conditions générales pouvant y contribuer grâce à un travail de prévention structurelle.

La médiation pour principe

Ce sont des médiatrices qui se chargent du travail de prévention du VIH/sida sur le terrain. Ces femmes issues de l'immigration proviennent d'horizons linguistiques et culturels analogues à ceux des travailleuses du sexe. Il y a une quarantaine de médiatrices qui œuvrent dans toute la Suisse. Elles contactent les travailleuses du sexe sur leur lieu de travail (salons de massage, night-clubs, bars, etc.) afin de les informer sur les comportements à risque face au VIH/sida ou à d'autres infections sexuellement transmissibles. Elles leur remettent du matériel de prévention et d'information, notamment des préservatifs, du lubrifiant et une brochure intitulée «Stella» qui existe en douze langues. Elles donnent également des conseils portant sur la santé en général ou sur des questions psychosociales et juridiques. Elles peuvent fournir des adresses de spécialistes ou de services particuliers. Pour accomplir cette tâche exigeante, les médiatrices bénéficient d'une formation continue régulière et d'un accompagnement professionnel de la part des collaboratrices des organisations partenaires régionales APiS.

APiS – 17 organisations partenaires

Des organisations partenaires mettent le programme APiS en œuvre dans seize régions de Suisse et au Liechtenstein.

Les programmes sont financés par différentes sources. En général, ce sont les cantons ainsi que différents fonds et fondations qui assurent la participation financière la plus importante. S'y ajoutent des contributions des communes et des villes, de l'Aide Suisse contre le Sida et de diverses institutions, sans oublier les dons. La mobilisation des ressources financières s'avère toujours très difficile dans certains endroits et requiert de gros efforts de la part des organisations partenaires régionales.

Les organisations partenaires du programme APiS

Aids-Hilfe Aargau, Aarau | Aids-Hilfe beider Basel, Bâle | Xenia, Berne | Aids-Hilfe Graubünden, Coire | Aspasia, Genève | Fri-santé Grisélidis, Fribourg | Fleur de Pavé, Lausanne | faó Fachstelle für Sexualfragen und HIV-Prävention, Schaan (Liechtenstein) | Aids-Hilfe Luzern, Lucerne | Primis Ticino, Lugano | Verein Lysistrada, Soleure | Aids-Hilfe Thurgau-Schaffhausen, Schaffhouse | Gesundheit Schwyz, Goldau | Maria Magdalena, St-Gall | Aids-Hilfe Oberwallis, Viège | Antenne Sida du Valais Romand, Sion | Prima Donna, Winterthour | Isla Victoria, Zurich

DON JUAN – PREVENTION DU SIDA AUPRES DES CONSOMMATEURS DE SEXE TARIFÉ

Objectifs

Le programme Don Juan entend sensibiliser les clients à l'importance de la prévention et contribuer ainsi à réduire le nombre de nouvelles infections au sein de la population hétérosexuelle.

Composantes du programme Don Juan

- Entretiens menés dans le milieu même de la prostitution par des hommes et des femmes formés à cet effet (éducateurs et éducatrices) avec des consommateurs de sexe tarifé et des gérants d'établissements (salons de massage, sex-clubs) à l'occasion desquels ils distribuent du matériel d'information ainsi que différents gadgets (y compris des préservatifs). Ils évoquent avec les clients la question du comportement en matière de protection et leur donnent des informations sur le sexe à moindre risque, le VIH et les IST.
- Site Internet www.don-juan.ch qui offre aux clients des informations et une consultation en ligne

Le programme est réalisé depuis 2000 sur mandat de la Confédération et mis en œuvre par les organisations régionales membres de l'Aide Suisse contre le Sida, plus précisément à Bâle, Berne,

« Die illegal anwesenden Sexworkerinnen sind extrem misstrauisch und ängstlich. »

Jacqueline Suter
Xenia, Berne

« Les femmes parlent très peu des violences subies... et les dénoncent encore moins. »

Anne Ansermet Pagot,
Fleur de Pavé, Vaud

« Klar ist Sex nur mit Kondomen sicher. Aber es klappt dann bei mir einfach nicht. »

Client, anonyme
Consultation en ligne

Fribourg, Genève, Lausanne, Lugano, St-Gall et Zurich.

LOBBYING

Mal vues socialement, les travailleuses du sexe ne bénéficient pas d'un grand soutien politique. La sécurité juridique des prostituées et l'accès à des services de santé et de consultation à bas seuil ne figurent pas parmi les priorités à l'agenda des politiques. En outre, les comptes rendus des médias font souvent dans le sensationnel et sont peu nuancés. Voilà pourquoi l'Aide Suisse contre le Sida et les antennes régionales APiS s'investissent en faveur des travailleuses du sexe auprès des autorités et du public.

Les responsables APiS rencontrent les autorités et la police à intervalles réguliers pour s'échanger mutuellement des informations concernant la situation des travailleuses du sexe et pour expliquer les objectifs de leur travail. Elles défendent les intérêts des travailleuses du sexe dans les procédures de consultation relatives aux nouvelles lois et ordonnances sur la prostitution. Simultanément, les antennes APiS font un travail de relations publiques ciblé en envoyant des articles à la presse écrite, en donnant des conférences et en organisant des débats. Le public doit être informé de façon plus nuancée sur les conditions de vie et de travail parfois pénibles des travailleuses du sexe.

Au fil des ans, les professionnels APiS se sont forgé une réputation d'interlocuteur sérieux dans le domaine du sexe. Tant les autorités que les médias réagissent généralement de manière positive au programme.

COORDINATION NATIONALE

C'est la direction nationale du programme, rattachée à l'Aide Suisse contre le Sida, qui assure la coordination des activités régionales. Elle se charge de

- l'échange des informations au plan national et international
- la formation continue des médiatrices et des responsables régionales
- la mise en œuvre et la garantie des standards de qualité nationaux
- la distribution, la production et la mise à jour du matériel d'information et de prévention spécifique
- l'établissement d'un rapport d'activités pour toute la Suisse

L'ANNEE 2010

PROGRAMMES 2010

APiS

Le présent rapport se fonde sur les données des responsables régionales du programme APiS – évaluées, réunies et complétées par l'Aide Suisse contre le Sida.

CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE COMMERCE DU SEXE

Hausse des rapports sexuels sans préservatif et de la violence

D'après les estimations des professionnels APiS, l'offre de rapports non protégés a augmenté par rapport à l'année dernière dans sept régions (St-Gall, antenne sida TG/SH, Schwytz, Haut-Valais, Lucerne, Vaud, Valais romand). La violence a constitué une autre des préoccupations des travailleuses du sexe, surtout celles qui séjournent en Suisse de manière illégale et qui, par conséquent, ne déposent plainte que rarement.

Durcissement des dispositions légales dans de nombreux cantons

On observe dans de nombreux cantons une tendance au durcissement des dispositions légales dans le domaine de la prostitution et de la migration. Ainsi, certains cantons n'ont plus octroyé de permis L pour danseuses de cabaret, d'autres ont exigé la preuve de l'activité indépendante (Berne) ou n'ont accepté qu'avec réticence des demandes de permis de travail (Genève). La loi cantonale sur la prostitution a été soumise à consultation dans le canton de Berne. Seul le canton de Thurgovie a réintroduit les permis L pour danseuses en provenance des pays de l'UE.

Cette situation a engendré beaucoup d'inquiétude parmi les travailleuses du sexe dans les cantons

« Bei Neueinsteigerinnen ist der Wissensstand in Bezug auf sexuell übertragbare Infektionen schlecht. »

Patricia Matt
Fachstelle für Sexualfragen und HIV-Prävention
Schaan/FL

de Berne, de Genève et du Tessin, rendant le travail des médiatrices APiS plus difficile. A Genève et à Berne, les nouvelles dispositions légales ont également entraîné un renforcement des contrôles de police ou des autorités en charge de la migration. Toutefois, dans onze des dix-sept régions, on n'a pas enregistré d'augmentation des descentes de police ou des poursuites pénales.

Revenus en baisse, conditions de logement et de travail instables

La plupart des régions ont annoncé une nouvelle péjoration des conditions de travail par rapport à l'année précédente. La crise économique et l'offre excédentaire sur le marché du sexe ont entraîné un durcissement de la concurrence et la chute des prix. Pour les travailleuses du sexe, cela a signifié une baisse des revenus et des conditions de travail précaires. Cette évolution a été particulièrement sensible dans les régions touchées par un renforcement de l'appareil légal et bureaucratique, notamment à Genève et au Tessin. Ainsi au Tessin, suite à la suppression du permis L, seules les femmes en provenance de l'UE étaient encore autorisées à travailler dans les night-clubs, une mesure qui a poussé dans l'illégalité celles qui venaient d'autres pays.

Les modifications légales à Genève sont particulièrement pesantes pour les travailleuses du sexe. Ainsi, dès que plus d'une femme propose ses services en un lieu, elle est désormais considérée comme propriétaire d'un salon et doit se soumettre à une longue procédure de déclaration. Seules les femmes qui travaillent seules en appartement privé sont considérées comme exerçant une activité indépendante. Par conséquent, il y a peu de femmes déclarées comme travailleuses du sexe ; un grand nombre d'entre elles travaillent sans permis de séjour ni permis de travail. Et comme elles ne peuvent plus se mettre ensemble, elles se retrouvent isolées et sont plus susceptibles d'être victimes de violence. De fait, elles sont nombreuses à avoir dû renoncer à leur activité en 2010.

Les comptes rendus dans les médias consacrés aux femmes de l'Est « bon marché » ont constitué un élément supplémentaire influant sur la baisse des prix. Les femmes ont eu de la peine à maintenir un prix minimal.

Seuls le Liechtenstein, Argovie et Olten ont annoncé des conditions de travail stables pour les travailleuses du sexe. A Lucerne et Schwytz, on a observé que les femmes sont en moyenne plus âgées et qu'elles travaillent également plus longtemps au même endroit, ce qui traduit aussi une certaine stabilité.

Afflux de femmes en provenance d'Europe de l'Est et du Sud, hausse de la mobilité, baisse du niveau de formation

Les professionnels APiS ont observé dans la plupart des régions un afflux de femmes en provenance des pays de l'Est. Ces femmes étaient très mobiles ; elles sont restées entre deux semaines et trois mois au même endroit. En règle générale, elles ont un niveau de formation assez bas et leurs connaissances sur les questions de santé sont lacunaires. Les estimations divergent en ce qui concerne l'âge et l'expérience des « filles de l'Est ». Certains professionnels les jugent « jeunes et nouvelles dans le métier », d'autres « plutôt âgées et très expérimentées ».

Davantage de salons, de bars et d'offres de particuliers – moins de night-clubs

Sept des dix-sept régions font état d'une offre stable concernant les établissements qui proposent du sexe (Liechtenstein, Bâle, Valais romand, Winterthour, Fribourg, Tessin et Berne). Dans quatre régions, les responsables ont observé une hausse du nombre des salons (Genève, Haut-Valais, Lucerne, Schwytz), dans trois régions une augmentation des bars à hôtesse ou une transformation des cabarets en bars à hôtesse (Schwytz, Olten, Grisons) et enfin, dans deux régions, une hausse de l'offre en appartement privé (Haut-Valais, Grisons). En Haut-Valais, six clubs appartiennent au même propriétaire, ce qui le met pour ainsi dire en situation de monopole. De fait, il a fixé les prix sans aucune concertation. Argovie et Vaud ont constaté pour leur part une légère baisse. On suppose à cet égard que c'est avant tout le renforcement des contrôles policiers qui a entraîné la fermeture d'établissements.

SANTÉ DES TRAVAILLEUSES DU SEXE

Problèmes de santé

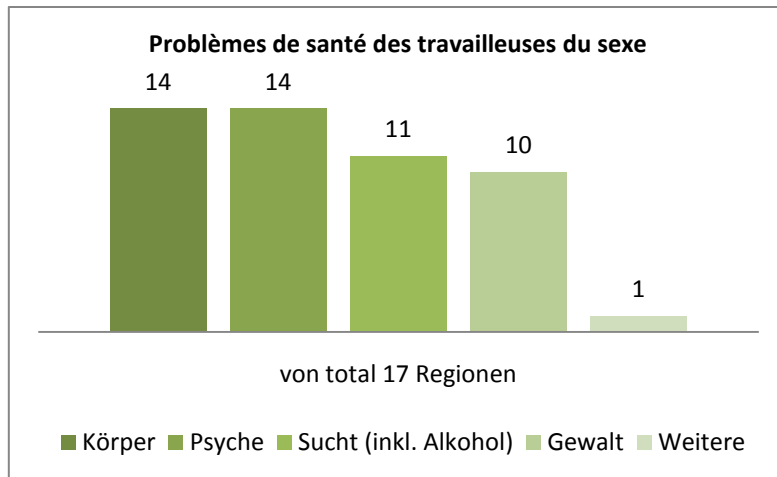
S'agissant des troubles de la santé qui affectent le plus les travailleuses du sexe, les professionnels APiS sont unanimes : ils citent les problèmes dans le bas-ventre et les troubles psychiques. Les IST classiques ne sont pas seules en cause ; on relève aussi les douleurs diffuses dans le bas-ventre, les mycoses et cystites. Le spectre des symptômes et dépendances psychiques est également très large : en 2010, dépression, burn-out, angoisse, mais aussi abus d'alcool et de substances étaient toujours présents pratiquement dans toutes les régions.

« Même si le système de soins en Suisse est performant, son accès reste difficile, particulièrement pour les femmes migrantes. »

Anne Ansermet Pagot
Fleur de Pavé, Vaud

« Die Sexarbeiterinnen berichten, dass fast jeder Freier ungeschützten Sex will. »

Birgitte Snefstrup
Antenne sida, Lucerne



Préférence pour les consultations dans le pays d'origine

Le système de caisse-maladie suisse complexe, avec ses primes annuelles élevées et changeant chaque année, sa franchise et sa quote-part, a été à l'origine de problèmes administratifs pour bien des femmes. La caisse-maladie n'a plus remboursé les prestations à celles qui avaient des arriérés de primes. Des barrières d'ordre linguistique ou financier ont également souvent dissuadé les femmes de consulter un médecin. De ce fait, nombreuses ont été celles qui, malgré les troubles, ont attendu jusqu'au dernier moment pour consulter un médecin ou se rendre à l'hôpital. Là où des offres à bas seuil étaient disponibles, elles ont donc été abondamment utilisées.

Seules sont allées régulièrement chez un médecin suisse les femmes étrangères qui avaient conclu une assurance-maladie en Suisse et qui payaient régulièrement leurs primes ou dont l'assurance européenne était valable aussi en Suisse. Il semble toutefois qu'il s'agisse là d'une minorité parmi les travailleuses du sexe migrantes. De nombreuses femmes préfèrent les services moins coûteux dans leur pays d'origine. D'après les comptes rendus, elles n'indiquent pas leur métier au médecin dans la plupart des cas, ce qui empêche une anamnèse précise. La situation pourrait être améliorée avec l'introduction, pour les travailleuses du sexe, de tests des IST accessibles à bas seuil, à prix modique ou gratuits.

Connaissances lacunaires sur le VIH et les IST

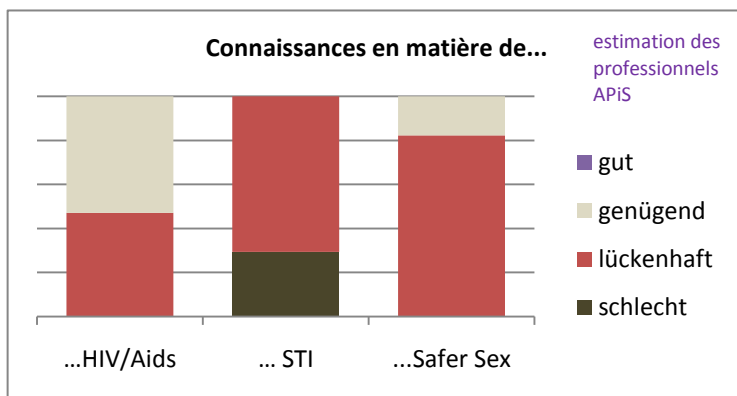
Les professionnels des régions ont jugé en grande partie lacunaires les connaissances des travailleuses du sexe sur le VIH/sida, les IST et le sexe à moindre risque. Les lacunes sont les plus graves concernant les IST. Par ailleurs, de nombreuses travailleuses du sexe ne semblent pas ou pas bien connaître les règles du sexe à moindre risque pour les rapports oraux ou sous-estiment les risques liés aux rapports oraux non protégés.

Les connaissances d'une travailleuse du sexe dépendent aussi de son niveau de formation. Plus celui-ci est élevé, plus vastes seront également ses connaissances relatives au VIH et aux IST. Certaines femmes se fient à leur instinct et font des erreurs de jugement : si un client a l'air en bonne santé par exemple, il leur est plus facile de renoncer au préservatif. C'est chez les nouvelles dans le métier que l'on observe les lacunes les plus importantes.

« Suite à la nouvelle loi, un certain nombre de femmes n'ont pas voulu nous voir. Ont-elles peur que nous travaillions avec la police ? »

Marianne Schweizer
Aspasie, Genève

« Der Kunde sieht gesund aus, hat Kinder-sitze im Auto oder ist Stammkunde – darum



LA PREVENTION EN 2010

Nombre de femmes contactées et fréquence des visites

En 2010, les quelque 40 médiatrices APiS ont établi en tout 18'142 contacts en Suisse. A cela s'ajoutent les 9'907 contacts du bus de Fleur de Pavé dans le canton de Vaud, soit en tout quelque 28'000 contacts. D'après leurs propres estimations, les médiatrices ont couvert en moyenne 75% de tous les établissements où l'on propose du sexe, les salons de massage, bars et night-clubs étant plus faciles d'accès que les appartements privés. La fréquence des visites était très variable, suivant le lieu des services (salon ou appartement privé, ville ou campagne, etc.) et le volume de travail des médiatrices ; elle a oscillé entre une fois par semaine et une fois par année.

Bonne accessibilité des travailleuses du sexe

L'accès aux femmes est resté le même dans sept régions, s'améliorant même dans six autres, généralement en raison des solides relations de confiance instaurées au fil des ans avec les médiatrices. A Genève et Berne, l'accès aux travailleuses du sexe s'est plutôt péjoré car les femmes sont devenues plus inquiètes et plus méfiantes qu'auparavant à cause des nouvelles dispositions légales. En Haut-Valais, suite à la transformation d'un hôtel, les femmes ont dû chercher d'autres logements, plus disséminés, ce qui rend leur accès moins aisé. Dans le Valais romand, il a fallu se rendre dans de nouveaux salons, ce qui est toujours difficile au début.

Les médiatrices n'ont été éconduites qu'à 256 reprises, soit un petit pourcentage de la totalité des contacts. Dans 9'549 cas, il n'y a eu qu'une distribution de matériel (préservatifs, brochures d'information).

Acceptation d'APiS satisfaisante

Les médiatrices APiS sont généralement bien accueillies par les travailleuses du sexe. La notoriété et l'acceptation du programme APiS sont jugées bonnes pratiquement unanimement.

Les gérants d'établissements n'ont pas tous compris la nécessité des interventions, mais l'acceptation est très bonne auprès des gérants de longue date. Certains ont même sollicité eux-mêmes les professionnelles APiS et les ont invitées à venir donner des informations sur place. Là où les changements d'exploitants sont fréquents, les médiatrices doivent « repartir à zéro », autrement dit commencer par instaurer des rapports de confiance, ce qui demande beaucoup de temps et d'énergie.

Provenance des travailleuses du sexe

En ce qui concerne la provenance des travailleuses du sexe contactées, la situation est relativement stable par rapport à l'année précédente. Environ un tiers d'entre elles provenaient d'Amérique latine et un autre tiers des anciens pays de l'Est, avec une tendance à la hausse pour ces dernières. Les femmes asiatiques et africaines représentaient respectivement 11% et 12%, les femmes en provenance d'autres pays 13%.

Il convient de relever que la collecte des données concernant la provenance ne s'est pas déroulée partout de manière uniforme. Certaines régions APiS se sont fondées sur une répartition géographique différente ou n'ont pas collecté du tout ce type de données. Le bus de Fleur de Pavé (9'907 contacts) n'a pas répertorié les nationalités. Une grande partie des femmes sont donc absentes des statistiques. Dans d'autres régions, on n'a demandé la provenance qu'au premier contact, pas lors des entretiens qui ont suivi. A Genève, on ne dispose d'aucune donnée pour le projet « Boulevards » qui se consacre à la prostitution de rue.

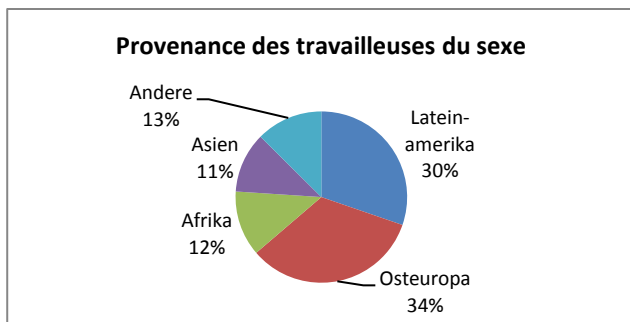
denkt die Sexarbeiterin, dass er keine Gefahr ist in Bezug auf HIV oder STI. »

Lisa Janisch
 Antenne sida, Grisons

« Empowerment wird durch permanenten Konkurrenz- und Leistungsdruck verhindert. »

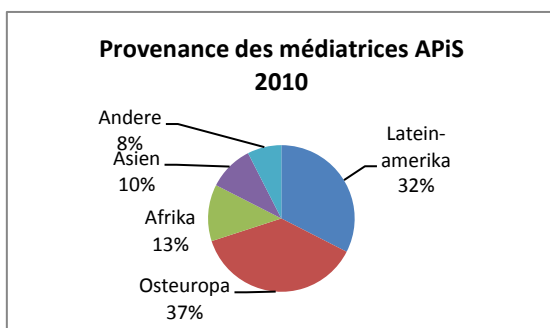
Iren Eichenberger
 Antenne sida, TG/SH

« Es braucht manchmal mehrere Anläufe, bis die Frauen sich auf



Provenance des médiatrices

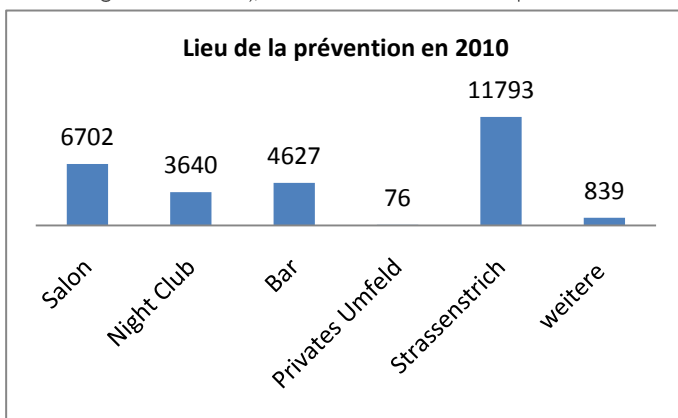
Grâce à la faculté d'adaptation et à la réactivité des professionnels APiS, les médiatrices sont le miroir des travailleuses du sexe quant à leur provenance, et ce dans des proportions analogues. De ce fait, elles peuvent très souvent s'adresser aux femmes dans leur langue maternelle, ce qui est essentiel.



Lieux des contacts

Parmi les lieux dans lesquels se rendent les médiatrices, la rue vient en tête avec 11'793 contacts (dont 9'907 pour Vaud uniquement), suivie des salons de massage et des bars. Parmi les autres lieux figurent les saunas, les tables réservées régulièrement pour un repas avec les travailleuses du sexe et des bureaux.

Dès le moment où les travailleuses du sexe proposent leurs services en appartement privé (ou qu'elles se voient obligées de le faire), leur accès est moins aisé pour les médiatrices.



Sujets abordés

Les entretiens entre médiatrices et travailleuses du sexe ont bien sûr porté avant tout sur le VIH/sida et la santé. Les questions concernant les conditions de travail ont aussi figuré parmi les priorités.

La palette des sujets abordés est toutefois très vaste, surtout là où des rapports de confiance ont été instaurés. Parmi les sujets figurant à l'ordre du jour, il y avait donc non seulement des questions concernant le VIH/sida et les IST, mais aussi l'interruption de grossesse, l'absence de versement de salaire, le regroupement familial, l'abandon du métier, les impôts, la procédure d'autorisation, les caisses-maladie, l'attitude face à la violence, etc.

Gespräche einlassen. »

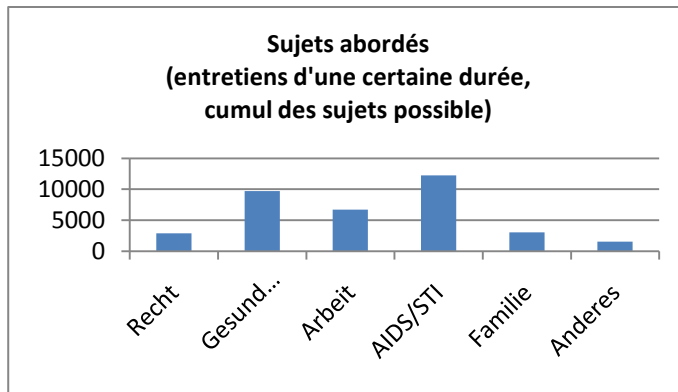
Sylvia Bittel-Ruffener
 Antenne sida, Haut-Valais

« Les travailleuses du sexe qui sont abordées par les médiatrices dans leur langue maternelle sont très accueillantes et ouvertes. »

Anne Ansermet Pagot
 Fleur de Pavé, Vaud

« Die Frauen unterschätzen die Gefahren von ungeschütztem Oralsex. »

Birgitte Snefstrup
 Antenne sida, Lucerne



Succès d'APiS en matière de sexe à moindre risque (auto-évaluation)

On ne dispose d'aucune donnée concernant le taux de VIH parmi les travailleuses du sexe en Suisse : le métier n'est en effet pas demandé dans les statistiques du VIH. Le succès ou l'échec potentiel de la prévention APiS ne peut donc pas se mesurer en chiffres. Les professionnels APiS évaluent le succès de leurs interventions à l'aune du respect du sexe à moindre risque, qui oscille entre « lacunaire » et « satisfaisant ». La pression des prix, la concurrence et l'ignorance sont autant d'obstacles à une bonne protection. La plupart du temps, on ne peut pas dire précisément si les femmes pratiquent le sexe à moindre risque et dans quelle proportion. Un grand nombre d'entre elles disent certes qu'elles ne proposent jamais elles-mêmes des rapports sans protection ; mais elles déclarent simultanément que presque tous les clients le demandent. Par conséquent, les professionnels APiS en concluent qu'il y a eu en 2010 une hausse de l'offre des rapports oraux sans protection et que les travailleuses du sexe sont très mal informées des risques que cela représente pour leur santé.

Autonomisation des travailleuses du sexe

L'autonomisation ou « empowerment » des femmes, autrement dit la démarche consistant à les encourager et à leur donner les moyens de se prendre en charge, est au cœur du concept APiS. Les travailleuses du sexe apprécient les informations et les possibilités de réseau que leur offre le programme. Les représentantes APiS sont toutefois conscientes que leur influence sur les conditions de vie des travailleuses du sexe est limitée. Elles ont tout aussi peu d'emprise sur les conditions générales du métier du sexe que les travailleuses elles-mêmes.

Ces conditions se sont fortement détériorées avec la pratique d'autorisation restrictive, dans le canton de Berne par exemple, ce qui rend plus difficile la mise en œuvre des démarches visant à l'autonomisation. Seul un statut légal aide les femmes à obtenir justice et à avoir des conditions de travail dignes, comme le montre l'exemple de nombreuses femmes de l'UE qui réclament leurs droits ouvertement, avec aplomb et en connaissance de cause. Les femmes qui doivent travailler dans l'illégalité se font en revanche invisibles.

Le processus d'autonomisation a aussi dû faire face à des difficultés à Genève où la nouvelle loi sur la prostitution a entraîné bien des bouleversements et des incertitudes. La nouvelle pratique n'est pas encore rodée et son application concrète pose problème, ce qui a empêché les médiatrices de donner des informations et des conseils clairs concernant les nouvelles dispositions légales. L'incertitude règne même au sein des autorités : les professionnels ont reçu jusqu'à trois réponses différentes à la même question.

DON JUAN

Le présent rapport se fonde sur les données des responsables des sept régions Don Juan – évaluées, réunies et complétées par l'Aide Suisse contre le Sida.

Des activités Don Juan ont été proposées sur l'ensemble de l'année dans les centres de la prostitution que sont Genève et Zurich. Dans d'autres régions, comme Fribourg et Lausanne, ce sont plutôt des actions ponctuelles qui ont été organisées. Pour la troisième fois consécutive, Lausanne a proposé un test rapide du VIH aux consommateurs de sexe tarifé, en plus de l'entretien et de la remise de matériel.

INTERVENTIONS SUR PLACE

« Grâce au travail des médiatrices, les femmes savent en général comment se protéger. »

Anne Ansermet Pagot
 Fleur de Pavé, Vaud

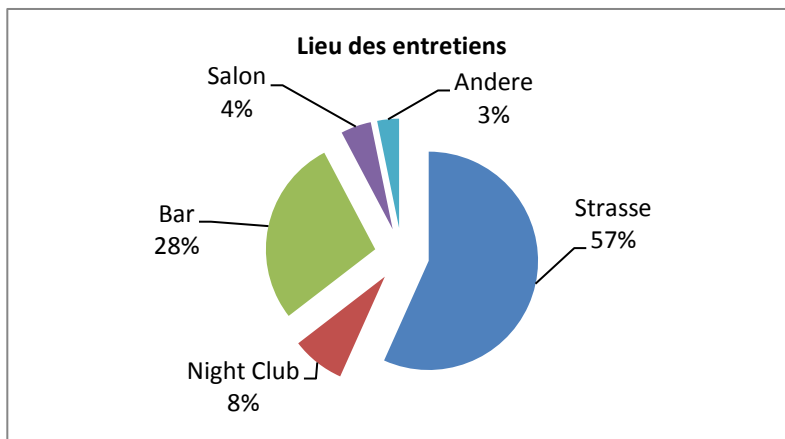
« Peu d'hommes savent que le cunnilingus pendant les règles peut transmettre le VIH. »

Contacts et interventions

Ce sont 21 ou 22 éducateurs et éducatrices qui sont intervenus dans les sept régions en 2010. Ils ont réalisé 111 interventions sur l'ensemble du territoire suisse et établi 4'515 contacts avec des clients, soit un peu plus qu'en 2009 (4'163 contacts). La majorité des contacts (82%) n'ont pas débouché sur un entretien, mais sur une simple remise de matériel d'information et de préservatifs. 18% des hommes ont consenti à un entretien.

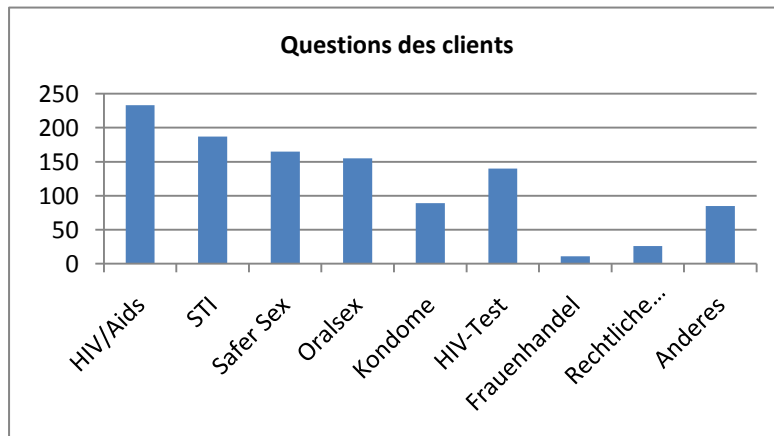
Lieu de l'intervention	Educateurs/trices	Nombre d'interventions	Contacts	Dont entretiens	Dont uniquement remise de matériel
Bâle	1-2	10	145	40	105
Berne	6	8	268	217	51
Fribourg	3	11	95	60	35
Genève	3	38	1176	276	900
Lausanne	4	5	125	86	39
St-Gall	2	17	32	22	10
Zurich	2	22	2674	102	2572
Total	21-22	111	4515	803 (18%)	3712 (82%)

La majorité des entretiens ont eu lieu dans la rue (57%) ou dans des bars (28%) – autrement dit dans des lieux accessibles à tous.



Questions des clients sur place

Les clients qui ont accepté un entretien ont posé des questions essentiellement au sujet du VIH/sida, des IST, du sexe à moindre risque, des rapports oraux et du test du VIH.



Fabian Chapot
 Aspasia, Genève

« Bei einem Grossteil der Freier ist der Wissensstand lückenhaft. »

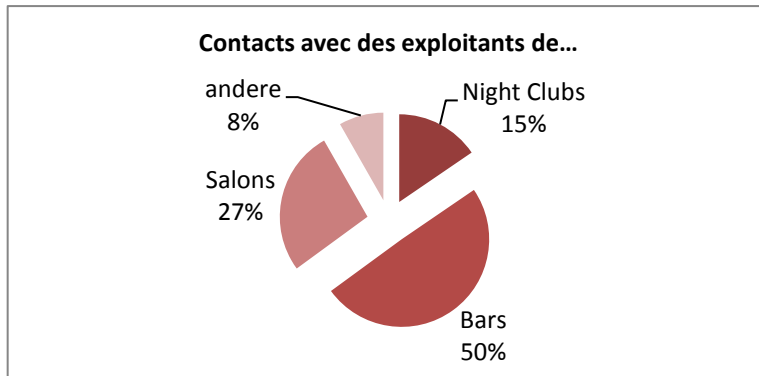
Marijn Pulles
 Antenne sida, Zurich

« ...dabei muss wohl das Kondom geplatzt sein. Was soll ich tun ? »

Client, anonyme
 Consultation en ligne

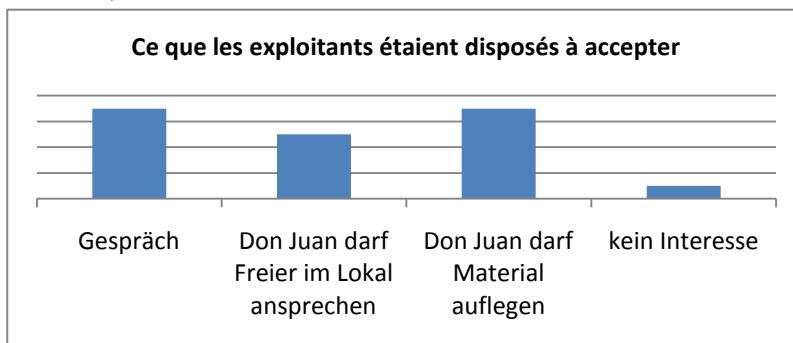
Coopération avec des établissements du commerce du sexe

Il est essentiel d'établir des contacts avec les gérants d'établissements si l'on veut améliorer l'accès aux consommateurs de sexe tarifé. Les éducatrices et éducateurs ont donc contacté 97 exploitants et/ou collaborateurs de lieux du commerce du sexe, autrement dit salons, bars, cinémas pornos, sex-shops, foires érotiques, etc. La majorité d'entre eux étaient des exploitants de bars à hôtesses (50% des contacts) et de salons (27%).



La collaboration s'est déroulée sans problème avec la plupart des établissements, offrant de bonnes occasions d'aborder les clients sur place et de mettre du matériel à disposition (préservatifs, dépliants et boîtes d'allumettes). En ville de Berne, les cabarets ont d'ailleurs l'obligation de coopérer avec les responsables APiS et Don Juan.

La plupart du temps, les exploitants sont ouverts au dialogue et permettent aux responsables Don Juan de déposer du matériel. Ils n'ont toutefois pas toujours accepté que l'on aborde la question du VIH ou des IST avec les consommateurs de sexe tarifé dans leur établissement. De l'avis des responsables Don Juan, ce qu'il faut pour s'ouvrir les portes, c'est disposer d'un matériel de prévention attrayant, se présenter comme des professionnels et entretenir régulièrement les contacts avec les exploitants.



CONNAISSANCES ET COMPORTEMENT DES CLIENTS EN MATIERE DE PROTECTION

Dans la plupart des régions, les responsables Don Juan ont estimé que les connaissances des clients au sujet du VIH/sida et des IST étaient lacunaires. De ce fait, leur comportement en matière de protection laissait à désirer en ce qui concerne le VIH, et il était même mauvais concernant les IST.

De nombreux clients ont d'eux-mêmes posé des questions, essentiellement sur le VIH, les IST, le sexe à moindre risque et les rapports oraux.

Estimation des connaissances et du comportement	Connaissances au sujet du VIH	Protection contre le VIH	Connaissances au sujet des IST	Protection contre les IST
Bâle	satisfaisantes	lacunaire/satisfaisante	lacunaires	lacunaire
Berne	lacunaires	lacunaire	lacunaires	mauvaise
Fribourg	lacunaires	lacunaire	mauvaises	mauvaise
Genève	bonnes	satisfaisante	lacunaires	mauvaise

« On m'a procuré une fellation sans capote et j'ai joui dans sa bouche. Est-ce que je risque d'avoir le VIH ? »

Client, anonyme
 Consultation en ligne

« Man schenkt dem Freund zum Geburtstag einen Blowjob oder auch mal eine „Nummer“. »

Marijn Pulles
 Antenne sida, Zurich

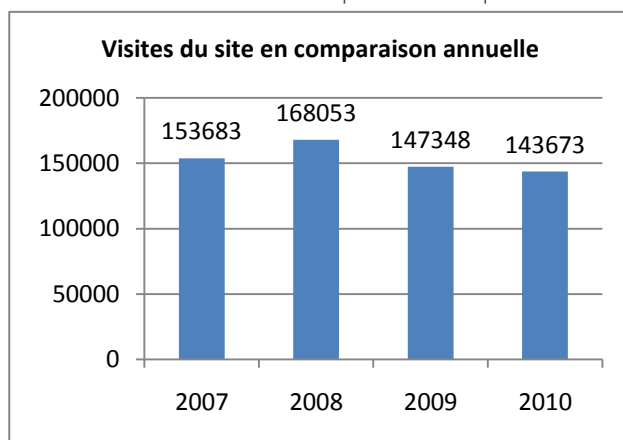
Lausanne	lacunaires	lacunaire	lacunaires	lacunaire
St-Gall	bonnes	satisfaisante	lacunaires	mauvaise
Zurich	lacunaires	lacunaire	lacunaires	mauvaise

SITE INTERNET ET CONSULTATION EN LIGNE

Site Internet

Le site destiné aux consommateurs de sexe tarifé www.don-juan.ch a été doté en 2010 d'une nouvelle page d'accueil qui entend sensibiliser davantage aux IST. Sa visite a été encouragée par des bannières placées sur différents autres sites.

www.don-juan.ch a enregistré quelque 144'000 visites. Le nombre de visiteurs est donc relativement stable depuis des années, ou légèrement en baisse, oscillant entre 140'000 et 155'000 par an, à l'exception de l'année 2008 où il a été un peu plus élevé, vraisemblablement en raison de la publicité renforcée à l'occasion du championnat d'Europe de football.



50,9% des visiteurs ont accédé au site directement ou via un signet, 39,2% par l'intermédiaire d'un moteur de recherche et 9,7% via un lien sur un autre site, essentiellement des sites destinés aux consommateurs de sexe tarifé comme xdate.ch ou neuhappysex.ch, mais aussi d'autres, dédiés par exemple à la prostitution sans contrainte ni violence comme verantwortlicherfreier.ch.

La durée moyenne des visites était d'un peu plus de deux minutes, comme les années précédentes. Quelque 74% des visiteurs ont passé au maximum 30 secondes sur le site, soit 4% de plus que les années précédentes. 8% sont restés entre 30 secondes et deux minutes (10% les années précédentes) et la durée a dépassé les deux minutes pour 18% des visiteurs (20% les années précédentes).

Consultation en ligne des clients

Les conseillers en ligne de Don Juan ont répondu à quelque 134 demandes émanant de consommateurs de sexe tarifé – 87 en allemand, 32 en français et 15 en italien. La majorité des questions concernait le VIH et les IST, comme les années précédentes. Les clients ont très souvent décrit des situations de rapports oraux sans protection. Les baisers et les pratiques manuelles (massages intimes) ainsi que les petites blessures et éraflures entrées en contact avec la peau ou les parties génitales de la travailleuse du sexe ont également suscité l'incertitude. Ce n'est toutefois que dans de rares cas que les clients se sont exposés à un véritable risque de VIH. La situation était toute autre concernant les infections sexuellement transmissibles (IST) : là, de nombreux clients ne semblaient pas conscients du risque qu'ils avaient pris avec une fellation sans protection. D'autres avaient par contre des craintes exagérées de contracter une infection par le VIH.

LOBBYING 2010

LOIS CANTONALES SUR LA PROSTITUTION : DEFENSE DES INTERETS

De nouvelles lois sur la prostitution étaient en voie d'élaboration ou ont été introduites dans certains cantons. Les professionnels APiS craignent que ces lois ne se transforment en instrument de répression au lieu de soutenir les droits des travailleuses du sexe. Par conséquent, l'Aide Suisse contre le Sida a tout mis en œuvre afin que les antennes APiS puissent participer à l'élaboration des lois cantonales sur la prostitution et elle a rédigé une prise de position à cet effet (« Prise de position de l'Aide Suisse contre le Sida sur les lois cantonales sur la prostitution »). Dans le canton de Schaffhouse, les responsables ont pris part à la consultation sur la révision partielle de la loi sur la santé. L'antenne sida du canton de Zurich a été impliquée dans l'élaboration de la nouvelle ordonnance zurichoise sur la prostitution, qui doit entrer en vigueur en 2011. Elle s'est investie plus particulièrement en faveur de la santé dans le travail du sexe, mais aussi de conditions de travail dignes.

STANDARDS MINIMAUX DANS LE COMMERCE DU SEXE

La demande des autorités relative à des standards minimaux dans le commerce du sexe s'est faite plus forte. L'ASS a donc fait établir un rapport intitulé « Standards minimaux dans le commerce du sexe – Etat des lieux et perspectives », qui fait le point de la situation en 2010 et suggère des mesures envisageables. Le rapport sert de base aux discussions des organisations réunies au sein du programme APiS quant à l'attitude à adopter.

RELATIONS PUBLIQUES

Le large éventail des activités APiS a inclus, en 2010 également, un travail auprès des médias. Le fait est que de nombreux responsables régionaux ont acquis le statut d'experts vis-à-vis des médias pour les questions en relation avec le métier du sexe. En 2010 à nouveau, ils ont fait en sorte que le sujet soit traité de façon nuancée.

Les responsables ont également livré des informations en faisant des exposés ou en accompagnant des travaux de diplôme. A Lausanne par exemple, une étudiante en médecine a réalisé une étude sur le travail du sexe et l'accès aux services de santé.

La consultation Maria Magdalena à St-Gall, destinée aux travailleuses du sexe, a fêté en 2010 ses dix ans d'existence. Des conférences de presse, apparitions dans les médias et débats publics ont eu lieu sous la devise « Sexarbeit ist Arbeit » (le travail du sexe est un travail), renforçant la présence de ce thème dans les médias.

ECHANGES AVEC LES AUTORITES ET AVEC DES GROUPES D'INTERETS

De nombreuses antennes régionales ont également participé à des groupes de travail et à des tables rondes sur le thème du travail du sexe, de la prostitution de rue ou de la traite des femmes. Ces rencontres doivent permettre l'échange d'informations entre autorités et centres de consultation dans un esprit non bureaucratique. En l'absence de telles structures, les responsables APiS prennent souvent directement contact avec la police ou les autorités en charge de la migration.

COORDINATION NATIONALE 2010 (AIDE SUISSE CONTRE LE SIDA)

Le programme national APiS/Don Juan est placé sous la direction de l'Aide Suisse contre le Sida.

En 2010, sa mission a consisté essentiellement à réaliser les activités suivantes :

- Participation à l'atelier de l'OFSP consacré au nouveau programme national de prévention du VIH et des IST 2011 – 2017
- Organisation et réalisation de deux rencontres du groupe national de suivi FSW (Female Sexwork)
- Réalisation de deux rencontres-échanges avec ProCoRe
- Rapport national 2009 sur les activités de prévention en lien avec les travailleuses du sexe
- Organisation et conduite de deux réunions de coordination des responsables régionales APiS et d'une réunion de coordination des responsables régionaux Don Juan
- Organisation et conduite d'une rencontre nationale d'une demi-journée des coordinateurs et coordinatrices APiS et Don Juan
- Conception et réalisation d'une formation continue de deux jours pour les médiatrices APiS intitulée : « Femmes – pouvoir – prévention ». PEP/ART, prévention des IST et autonomisation des femmes dans le milieu du sexe figuraient au programme

« Wir vermuten, dass sich durch die Presse über den Zürcher Sihlquai ein Freiertourismus entwickelt hat von Männern, die Sex ohne Kondom suchen. »

Marijn Pulles
Antenne sida, Zurich

- Mise sur pied d'un cours d'introduction pour les nouveaux médiateurs et médiatrices : réalisation du premier module « Prévention du VIH et des IST ». Production et impression du premier module ainsi qu'initiation à l'utilisation de ce moyen d'enseignement par une équipe spécialisée
- Détermination des objectifs d'apprentissage et du contenu d'un deuxième module sur le thème « Conditions de travail et de vie des travailleuses du sexe », en collaboration avec des coordinatrices régionales APiS
- Octroi d'un mandat en vue d'une « Recherche des canaux et formes de communication appropriés pour le travail de prévention auprès des travailleuses du sexe étrangères », ASS, Tobias Gläser, Milena Würth, mars 2010, et formulation de nouvelles mesures sur la base des recommandations faites dans le rapport
- Octroi d'un mandat en vue d'un rapport sur les « Standards minimaux dans le commerce du sexe – Etat des lieux et perspectives ». ASS, Beat Rööslü, mars 2010
- « Un label de qualité dans le commerce du sexe ? » Débat à l'occasion de la rencontre de coordination nationale avec les coordinateurs et coordinatrices APiS et Don Juan, sous la direction de René Akeret
- Premiers entretiens avec un partenaire régional sur l'introduction de standards minimaux au niveau légal
- Rédaction d'une prise de position de l'ASS sur les lois cantonales sur la prostitution
- Préparation et mise en service d'une nouvelle page d'accueil pour le site <http://www.donjuan.ch/f/> dans le but de sensibiliser davantage les consommateurs de sexe tarifé aux IST. Publicité pour le site par l'intermédiaire de bannières sur différents autres sites
- Production et distribution du dépliant « Envie de sexe » désormais disponible aussi en turc et en albanais

IMPRESSUM

Edition

Aide Suisse contre le Sida – Konradstrasse 20 – case postale 1118 – CH-8031 Zurich

aids@aids.ch - www.aids.ch - +41 (0) 44 447 11 11

Auteurs

Claire Comte, Marlen Rusch, Barbara Beaussacq

Avec nos remerciements aux responsables et aux médiatrices APiS ainsi qu'aux responsables régionaux et aux médiatrices Don Juan qui, grâce aux données qu'ils ont réunies, ont permis la rédaction de ce rapport.

Une remarque ou une question à propos de ce rapport annuel ?

Barbara Beaussacq, responsable du programme Female Sex Work / APiS
barbara.beaussacq@aids.ch